



AGROBIOSCIENCES

CYCLE COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE

D'après les Café-débat à Marciac

JUIN 2003

AGRICULTURE BRÉSILIENNE : ÉTAT DES LIEUX ET GRANDS ENJEUX

Elisio Contini

Organisé par la Communauté de Communes de Bastides & Vallons du Gers et la
Mission Agrobiosciences.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Communauté
de Communes
Bastides & Vallons
du Gers



Portrait

Elisio Contini

Conseiller technique du président de l'Embrapa, qui est l'institut de recherche agronomique du Brésil, Elisio Contini est également coordonnateur du laboratoire franco-brésilien (LABEX) de cet institut, situé à Montpellier. Ce chercheur en économie agricole a été et est encore fréquemment consulté en matière de stratégie de développement agricole et d'aide à la décision. Auteur de quatre ouvrages* et d'une trentaine de publications scientifiques, il a également rempli les fonctions de rédacteur en chef de deux revues d'économie et de sociologie rurales. Parlant couramment l'anglais, l'allemand, l'espagnol et le portugais, il n'hésite pas à s'exprimer également en français. Son accent a un charme indéniable...

** Lire, notamment, les tableaux de bord qu'Elisio Contini a rassemblé, sous le titre « L'agriculture brésilienne, développement et prospective.*

Les questions du Groupe Local de Réflexion

C'est désormais une tradition : le Groupe Local de Réflexion, qui rassemble une vingtaine d'acteurs locaux de la Communauté de communes, dont de nombreux agriculteurs, prépare pour chaque café-débat une série de questions ou de réflexions qui, s'adressant en introduction au conférencier, permet de nourrir le débat. Concernant cette séance, le groupe s'est interrogé sur la réalité des images ou des données qu'il accole à l'agriculture du Brésil qu'il imagine contrastée : un pays exportateur de matières premières d'origines agricoles dont certaines sont en concurrence avec des produits américains ou européens ; mais aussi une structure agraire caractérisée d'un côté par d'immenses propriétés d'origine coloniale ou de type capitaliste, et de l'autre par la lutte de paysans chassés de leurs lopins de terre. De même, le Brésil évoque à la fois Porto Alegre et les alter-mondialistes, et l'exploitation forcenée de l'Amazonie. Qu'en est-il réellement ? Enfin, l'élection de Lula à la Présidence du pays introduit-elle des perspectives de changements au niveau de la politique agricole brésilienne ?

La Conférence

L'agriculture du Brésil : entre Eldorado et Tiers-monde.

Que connaissons-nous du Brésil ? Principalement des clichés, mêlant samba, carnaval de Rio et football... Un peu réducteur pour un pays grand comme quinze fois la France, couvrant quatre fuseaux horaires et six zones climatiques. Difficile alors d'appliquer une seule et unique agriculture sur ses millions d'hectares de terres agricoles, où les contraintes et les atouts font osciller le pays, d'une région à l'autre, entre deux extrêmes : la pauvreté du Tiers-monde et les promesses d'Eldorado.

Les efforts de ces dernières années, notamment en termes de recherches, en font néanmoins une grande puissance agricole, hissant le Brésil au deuxième rang mondial pour ses exportations agricoles. Brésilien, spécialiste de l'économie agricole de son pays, Elisio Contini était bien placé pour évoquer tous ces aspects, de manière vivante et directe.

« Je commencerais par vous présenter l'organisme auquel j'appartiens, L'Embrapa. Cette institution publique de recherche agricole est l'équivalent de l'INRA au Brésil. Elle rassemble 2.200 chercheurs, 8.000 fonctionnaires et ce à l'échelle nationale. Ce qui, finalement, représente peu d'effectifs au regard d'un territoire qui fait 15 fois la France, qui connaît à la fois une agriculture tempérée ou semi-tempérée au Sud, semi-aride à l'Est, tropicale à l'Ouest, au Centre et au Nord.

Pourquoi cet institut de recherche a souhaité créer un laboratoire en France ? Comme vous le savez, pendant ces dernières décennies, la plupart des coopérations internationale ont été impulsées par les pays du Nord vers les pays du Sud. Nous avons ainsi accueilli au Brésil de nombreux chercheurs français, allemands, américains, qui nous ont aidé à développer notre agriculture. De même, des Brésiliens sont venus étudier en Europe et en France, notamment à Montpellier, à Paris et à Toulouse. Mais aujourd'hui, le Brésil initie des modalités de coopérations différentes ; pour utiliser une métaphore, je dirai qu'il ne veut plus être seulement spectateur, mais qu'il souhaite désormais jouer au foot dans la cour des grands. C'est la raison pour laquelle nous avons créé cette antenne à Montpellier, une ville qui bénéficie déjà de la présence du **Cirad**, de l'INRA et de l'**IRD**, donc de l'un des pôles de recherche les plus importants du monde en matière d'agriculture tropicale. Quatre chercheurs brésiliens s'y sont installés pour travailler de concert avec des équipes françaises, dans un laboratoire « sans murs » qui constitue une réponse astucieuse à nos capacités restreintes de financement. Nous sommes ainsi présents dans le système de recherche français, tout en assurant une médiation à l'égard des laboratoires brésiliens.

Venons-en à présent à la réalité du Brésil en tant que puissance économique. Sur ce plan, mon pays n'est pas si mal placé puisqu'il est au 9^{ème} rang mondial, sur environ 150 Etats. Mais ainsi que je vous le disais, d'un point de vue agricole, nous connaissons une forte contrainte climatologique : pour faire une comparaison parlante, traverser le territoire brésilien du nord au sud, c'est aller de la France tempérée à Dakar. Plus précisément, en distance, le Brésil fait 7000 kms en longueur

sur 6000 km de largeur.... Sur cet immense territoire, le Brésil s'est spécialisé historiquement dans quelques grandes productions agricoles, héritées de l'époque coloniale : la canne à sucre introduite par les Portugais dès le 16^{ème} siècle, puis le café et le cacao, ainsi que, plus accessoirement, le caoutchouc et le coton. Mais, à partir des années 60, le secteur agro-alimentaire et agro-industriel s'est fortement développé et diversifié. Ces trente ou quarante dernières années, les politiques de recherche, celles du gouvernement fédéral avec l'Embrapa, mais aussi celles que mènent les Etats et un peu le secteur privé, ont énormément progressé, notamment grâce à la coopération de la France et d'autres pays. Du coup, la productivité a doublé ces 20 dernières années, alors que l'augmentation de la superficie des terres agricoles n'a augmenté que de 12 % dans le même temps. Ce progrès est surtout notable pour les céréales. Les choses sont un peu différentes pour d'autres secteurs comme le lait, qui nécessite une transformation rapide et une productivité plus importantes. Or, la plupart des petits producteurs laitiers brésiliens disposent de peu de technologies.

Résultat ? Nous sommes aujourd'hui les premiers producteurs de café au monde, les seconds après les Etats-Unis pour le soja ainsi que pour la viande de bœuf. Nous sommes également très bien placés pour les volailles, production pour laquelle nous nous disputons avec la France pour occuper, à tour de rôle, le second rang mondial. D'ailleurs, certains groupes français émigrent au Brésil où les conditions sont plus favorables. C'est le cas du groupe français « **Doux** », qui prospère là-bas et a mis en place un système intégré, avec les petits producteurs locaux.

De même, nous sommes au deuxième rang mondial pour le maïs, dont la production est cependant essentiellement tournée vers la consommation intérieure, et au 3^{ème} rang pour les fruits : nous sommes notamment les premiers producteurs mondiaux d'orange, dont une grande partie est transformée en jus d'orange pour l'exportation, grâce à une agro-industrie très organisée. Même chose avec les fruits tropicaux tels que la papaye, qui peut trouver un marché important en Europe.

Certes, toutes ces productions sont réparties différemment au Brésil, qui, à l'exception du manioc, du maïs, du haricot et du riz cultivés un peu partout, connaît cinq grandes régions géographiques à vocations très différentes selon les climats : Le Nord, qui couvre la forêt amazonienne. Le Centre-Ouest, qui se consacre plus aux bovins. Le Sudeste qui possède l'agriculture la plus prospère et la plus diversifiée, autour de Sao Paulo : nous pouvons tout y produire - canne à sucre, soja, oranges, pêches, fraises - car la terre y est excellente et le climat tropical est adouci par l'influence atlantique. Le sud, en revanche, est fortement spécialisé sur le soja, implanté dans les années 70 et qui a connu un formidable essor. A tel point que, grâce à la recherche américaine, cette culture remonte vers le Centre-Ouest, dans le **Cerrado** qui s'assimile à la savane africaine : de petits arbres, une terre peu fertile, difficile à travailler, mais un sol plat qui convient à la mécanisation. On pourrait croire que le Brésil étant un Etat fédéral, ce type de « déplacement » de culture n'est pas possible. En fait, ce sont les marchés qui déterminent ces phénomènes. Sans oublier le problème de l'infrastructure, qui est essentiel pour pouvoir exporter le soja. En revanche, nous rencontrons de graves problèmes dans le Nordeste du Brésil, une zone semi-aride qui connaît beaucoup de sécheresses dans le Sertão et où les petits producteurs souffrent. C'est un peu l'Afrique du Brésil, où prédominent l'élevage caprin et la production de fruits tropicaux avec irrigation.

Pour finir sur les productions agricoles, j'aborderai la question des OGM. Le Brésil est réputé comme exportateur et producteur de soja sans OGM. Ce qui ne l'empêche pas de mener une politique de recherche en matière de transgénèse, sur le soja, le maïs, le coton, la papaye, la maracujà (fruits de la passion), la pomme de terre et d'autres produits. En fait, la situation est complexe car juste à côté de nous, en Argentine, 99% du soja produit est OGM, et ces producteurs en tirent des revenus plus importants que sur le soja traditionnel. Du coup, les producteurs brésiliens ont commencé à regarder de ce côté là. Ils se sont donc mis à en planter à leur tour, jusqu'à ce qu'intervienne une décision judiciaire interdisant de planter des produits transgéniques au Brésil, mettant ces producteurs dans l'impasse. D'où une nouvelle loi qui introduit l'autorisation de commercialiser le soja transgénique cette année. Mais nous ignorons totalement ce qu'il va se passer dans les prochaines années. La discussion est en cours, sachant que les plantations démarrent en septembre. Il est important de le savoir car en France et en Europe, à tort ou à raison, comme les consommateurs exigent du soja sans OGM, les importations de soja américain, en majorité OGM, ont diminué au profit de soja brésilien. Sauf qu'il se peut que le Brésil, lui aussi, se mette à produire de l'OGM... Actuellement, seuls 10% du soja au Brésil sont transgéniques. Mais si les prix sont fixés au détriment du soja traditionnel, cette situation risque de ne pas durer.

Venons-en à présent à une autre question du groupe local de réflexion : quelle est la position du Brésil dans le cadre des négociations agricoles de l'Organisation Mondiale du Commerce ?

Et d'abord, que peut exporter le Brésil ? La France, l'Europe ou les Etats-Unis peuvent exporter des technologies, des avions, des ordinateurs... Nous, nos principaux produits exportables relèvent de l'agribusiness. Le Brésil défend donc sa position avec le groupe de Cairns (lire le cahier n°27, « Groupe de Cairns et pays en développement », tiré de la conférence-débat du 17 avril 2003, avec Karine Tavernier), auquel participent entre autres le Canada, l'Australie, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande. Que défend ce groupe ? La diminution, voire la suppression des subventions à l'exportation, l'accès aux marchés américains et européens, la réduction des barrières douanières... Ce sont là les revendications. Il faut à présent négocier et trouver un accord, car si le Brésil devient un pays développé, il va naturellement importer plus de produits français.

Enfin, vous avez posé la question de l'**Amazonie** ainsi que des structures agraires au Brésil : vous avez l'impression qu'il y a d'un côté des propriétés immenses, qui peuvent même grignoter la forêt, et de l'autre de toutes petites exploitations, voire **des paysans sans-terre**. Commençons par l'Amazonie. Je l'ai parcourue et je pense qu'elle est aujourd'hui une des merveilles du monde. C'est plus de 40% du territoire brésilien et seulement dix millions d'habitants. Cette forêt est peut-être menacée par quelques entreprises qui l'exploitent irrationnellement, mais c'est assez ponctuel et limité aux franges de l'Amazonie. Normal : son cœur est difficile d'accès. Au bout de 20 mètres, vous ne voyez plus le soleil, c'est presque impraticable et la terre n'y est pas de bonne qualité. **Henry Ford** avait commencé à explorer là l'industrie du caoutchouc, et il y a perdu son argent. Ça, c'est l'Amazonie. Avec notons le, beaucoup de terres appartenant à l'Etat.

Quant aux structures agraires, c'est vrai, il y a de grandes entreprises publiques et privées, mais aussi 4 millions d'exploitations familiales, sur un total de 5 millions. Celles-ci prédominent nettement dans les régions pauvres comme le Nordeste et

dans les montagnes du sud. Il est très difficile, dans ces conditions, d'y avoir une exploitation économiquement viable. Il faudrait disposer de 500 hectares pour les céréales, et de près de 1 000 hectares pour la viande bovine pour être économiquement viable.

Cependant, il convient de préciser que le Brésil est un pays et une société en construction. Avec des réformes agraires depuis 1995 et des campagnes en pleine mutation.

Ainsi, le cerrado constitue une formidable réserve mondiale de terres potentiellement agricoles : 90 millions d'hectares au total, la plupart appartenant à de grands propriétaires privés, qui cèdent actuellement des surfaces à des producteurs de céréales venus du Sud. Cette dynamique fonctionne. D'autant que certaines exploitations arrivent à produire deux cultures différentes par an sur une même surface : des producteurs plantent ainsi du soja en septembre, ils le récoltent en janvier, puis plantent du maïs récolté en avril-mai. Sans oublier parfois l'avoine pour restructurer les sols ou la vigne pour le raisin de table qui, dans la région Nordeste, peut produire deux fois et demi par an, car le climat est identique presque toute l'année. Nous pouvons ainsi fournir du raisin pour Noël. Restent deux facteurs limitants : l'eau et le manque d'infrastructures ».

Principaux repères sur le Brésil:

8,5 millions de km², soit 47 % du continent sud-américain, et 5^{ème} pays du monde par sa superficie,

175 millions d'habitants

Revenu par habitant : 3 500 \$

Taux d'inflation en 2002 : 12 %

Langue : Portugais

Monnaie : le Real (1 € = 3 Reals)

Urbanisation : 82 %

Terres cultivées : 62 millions d'hectares, soit environ 7% seulement de la superficie totale du Brésil.

Le Brésil est une république fédérale qui rassemble 26 États et un district fédéral où se situe la capitale, Brasilia. Ces États se répartissent en 5 grandes régions administratives : le Nord, le Nordeste, le Sudeste, le Sud et le Centre-Ouest.

Le Cirad : ce centre de coopération internationale en recherche agronomique se consacre au développement durable des pays tropicaux et sub-tropicaux. Cet organisme français, créé en 1984, comprend 1 800 personnes réparties dans plus de 50 pays. En France, il est implanté dans les Dom-Tom, en Région Parisienne et en Languedoc-Roussillon.

L'IRD : l'Institut de Recherche pour le Développement, implanté dans le monde entier et dont le siège est à Paris, a pour mission de développer des projets scientifiques centrés sur les relations entre l'homme et son environnement dans la zone tropicale.

Doux : entreprise du Finistère, producteurs de volaille, à l'origine de la marque Père Dodu.

Le Cerrado brésilien : environ 85% du grand plateau qui occupe le Brésil central (nord-ouest de Brasilia) est dominé par le paysage du cerrado, caractérisé par un climat tropical. Il couvre 204 millions d'hectare, soit environ 20% de la surface du pays, dont 127 millions d'hectares cultivables.

En clair, le cerrado est l'équivalent des surfaces combinées de l'Espagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal et l'Angleterre...

Le climat typique de cette région est chaud, semi-humide et très saisonnier, avec un été pluvieux et un hiver sec. Les pâturages cultivés y dominent, puis viennent les cultures annuelles et les forêts.

L'Amazonie brésilienne : sous un climat équatorial, elle couvre, au Nord et à l'Ouest du pays, 500 millions d'hectare dont 330 millions d'hectares de forêt. Ses productions : le bois, l'huile de palme et les fruits tropicaux.

Henry Ford : en lançant sa fameuse Ford-T, ce dernier se rend compte de l'importance stratégique du caoutchouc et fait émerger en 1927 « Fordlandia ». Deux villes voient successivement le jour en plein cœur de l'Amazonie : on y importe les meilleurs plants à caoutchouc asiatiques pour approvisionner les usines Ford... mais en 1935, les 1,5 millions d'arbustes sont décimés par la rouille et le rêve s'écroule : aujourd'hui, quelques pavillons fissurés toujours habités survivent au milieu de la jungle...

Les sans-terre du Brésil : Le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-Terre (MST) est né en 1984, dans le Sud, pour promouvoir la réforme agraire, avec parfois des stratégies d'occupation collective de propriétés privées ou publiques.

Parlons-en

« Pourquoi n'investissez-vous pas au Brésil ? »

Pour la première fois depuis le début des cafés-débats de Marciac, se faisait entendre parfois, dans le public, l'accent de l'Amérique du Sud. Deux chercheurs, l'un du Paraguay et l'autre de l'Uruguay, étaient en effet présents pour compléter le témoignage du conférencier. Au menu de ces échanges : le Mercosur, le revenu minimum des agriculteurs, la productivité, les grands traits culturels et la politique de Lula pour nourrir les Brésiliens les plus démunis.

Francis Daguzan, président de la Commission « Économie et Agriculture » de la Communauté de Commune Bastides et Vallons, vice-président du Conseil Général du Gers et agriculteur :

Pour moi, l'agriculture brésilienne s'apparente à celle de l'Amérique du Sud, notamment par rapport à la concurrence sur le soja, avec au minimum une double culture, des rendements qui font rêver, des gens qui travaillent pour presque rien.... D'ailleurs, cette question des revenus des ouvriers ou des petits producteurs agricoles me préoccupe. Peut-on réellement imaginer les problèmes d'un pays ou ceux liés aux échanges internationaux en continuant à sous-rémunérer une grande partie de la main d'œuvre ? Il faudrait quand même commencer par relever le niveau de vie, pour permettre à cette population de vivre. A partir de là, les échanges seront peut-être différents : on ne sera pas obligés de produire en France du poulet sous le label "Gers" qui mange du soja brésilien, peut-être OGM, alors même qu'on n'est pas capable de vendre notre soja fermier labellisé non-OGM, car le poulet nourri avec ce produit coûte trop cher à l'arrivée.

Dernière remarque : ces réserves de terres au Brésil qui constituent un formidable potentiel ne pourraient-elles pas évoluer, à l'aide d'apports technologiques, vers une production qui permettrait de nourrir ceux qui ont faim dans le monde ?

Jean-Claude Flamant :

On peut le formuler de la manière suivante : le Brésil est-il une grande puissance économique au regard seulement de ses exportations, ou est-ce une grande puissance qui assure aussi la prospérité de ses habitants et notamment de ses producteurs agricoles ?

Fabrizio Vasquez, doctorant :

Je viens du Paraguay, un pays voisin du Brésil et je voudrais rappeler que, de même que la France fait partie de l'Europe, le Brésil fait partie du **Mercosur**, dont on n'a pas encore parlé et dont il faudrait décrire les enjeux, qui ne sont pas forcément identiques à ceux de l'agriculture brésilienne. En fait, nous connaissons un peu les mêmes conflits que vous en Europe.

Eve-Anne Buhler, étudiante en thèse à l'École nationale Supérieure Agronomique de Toulouse sur la riziculture.

J'ai déjà rencontré monsieur Contini au Brésil où je suis restée six mois et j'aimerais vous faire part de ce que j'y ai vu, notamment en ce qui concerne les conditions de

travail. J'étais dans l'Etat de Rio Grande Do Sul, dont Porto Alegre est la capitale et qui se situe à l'extrême sud : d'un côté, il y a l'Argentine et en-dessous l'Uruguay. D'abord, il y a effectivement des salariés qui sont pauvres. Il faut savoir qu'au Brésil, le salaire minimum est à peu près de 100€/mois... En général, les employeurs le respectent, voire le dépassent quand les employés sont un peu plus qualifiés. Par ailleurs, la structure sociale est très hiérarchisée : le patron, c'est le patron. Mais à côté de ceux qui dirigent une exploitation, il existe une foule de toutes petites exploitations qui permettent à peine à leur propriétaire de survivre. Ceux-là nous disent : « Vous, en Europe, vous bloquez vos importations, et on ne peut donc pas commercialiser chez vous. Du coup, on ne peut plus cultiver nos aliments, en particulier le riz et les haricots car ce n'est pas rentable et parce que la grande agriculture s'oriente vers les produits d'exportation et non les produits destinés à la consommation interne ».

Elisio Contini :

Je pense que le progrès économique et social est la question la plus difficile qui se pose actuellement au Brésil et elle ne se règle pas seulement en pointant des responsables, comme le gouvernement ou les grands propriétaires. En fait, s'il y a un responsable, je dirais que c'est le marché international, l'Europe, les Etats-Unis ! Mais là aussi, qui est le coupable ? Par ailleurs, on dit certes que le Brésil connaît de graves problèmes, mais il convient d'ajouter qu'il bénéficie aussi d'un fort potentiel qui peut nous aider à trouver des solutions de développement. En 1970, le Brésil avait 93 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous sommes environ 175 millions : bref, 80 millions de plus en 30 ans. Ce bond démographique et migratoire pose des difficultés : il n'est pas aisé de fournir de l'emploi à tout le monde, ni de les nourrir. D'autant que parmi les nouveaux venus, beaucoup sont sans emploi et acceptent des salaires très bas. Le gouvernement pourrait peut-être agir, mais il n'a quand même pas beaucoup de ressources. J'ajouterais cependant une nuance : 100 € n'ont pas la même valeur au Brésil et en Europe. Avec 2€, je déjeune très bien là-bas, alors qu'il me faut 5 fois plus en Europe. Cela ne signifie pas que les gens n'aient pas besoin de voir leurs revenus augmenter, mais qui va payer plus ? Alors, vous allez me dire : il y a beaucoup de riches. A cela, je réponds en citant un professeur de São Paulo qui a fait l'exercice suivant : imaginons que pour régler le problème de la pauvreté au Brésil, nous donnons à chaque personne un salaire minimum, de x euros, ce qui représente des milliards au total. Et puis, regardons qui va payer l'addition. Disons que nous demandons à tous ceux qui gagnent plus de 300 € de reverser 10% de leurs revenus. Sauf que se pose alors un grand problème : c'est que nous avons besoin dans ce cas d'un grand nombre de personnes disposant de salaires corrects, ce qui suppose que le pays se développe économiquement, ce qui permettra d'exporter et donc de dégager des ressources.

Par ailleurs, quand vous dites qu'au Brésil, l'agriculture ne produit que pour les marchés extérieurs, et non pas pour la consommation interne, ce n'est pas vrai. Aujourd'hui, les exportations ne représentent que 1% de la production nationale... Certains pays critiquent la démarche offensive, voire agressive du Brésil à l'exportation, mais il ne peut pas faire autrement ! Quant au marché intérieur, à part quelques problèmes de production de haricots rencontrés il y a plusieurs années, l'offre de produits alimentaires est satisfaisante. Le problème, c'est qu'une partie de la population n'a pas les moyens d'acheter.

Jean-Claude Flamant :

Il ressort de tes propos plusieurs images du Brésil. Il y a celui des compagnies américaines, des très grandes exploitations et, en même temps, celui de Porto Alegre, un modèle alternatif au niveau du monde, y compris en terme de gestion municipale innovante sur le plan de la démocratie participative. Et puis, il y a l'élection de Lula... Est-ce que ce changement peut avoir des incidences sur la politique agricole brésilienne ou sur la question du revenu minimum ?

Elisio Contini :

Sur la question de la pauvreté au niveau mondial et au niveau du Brésil, je ne crois pas qu'il existe une solution unique. Le mouvement anti-mondialiste parle fort et avec raison, mais cela ne règle rien. Et puis, soudain, arrive un ouvrier brésilien, quelqu'un qui n'a pas fait d'études universitaires, mais c'est une personne intelligente, qui prend rapidement la position de leader en organisant un mouvement ouvrier pour faire entendre des revendications. Et voilà qu'il devient le Président de la République. Sa priorité aujourd'hui, c'est de donner à manger à tous les Brésiliens trois fois par jour. C'est un début important. Cela dit, je pense qu'il faudra 50 à 80 ans pour que la situation au Brésil connaisse une véritable et forte amélioration. Sachez cependant que le précédent Président, Fernando Henrique Cardoso, avait aussi beaucoup agi en faveur du social et de la réforme agraire. Sauf que nous avons connu par le passé une très forte inflation, 84% en un mois, qu'ont subi surtout les plus pauvres. Mais en dix ans, cette inflation a été jugulée. Tout cela fait que, selon moi, le gouvernement brésilien suit le bon chemin. Il ne prône pas de dépenser plus que n'a l'Etat. La politique fiscale est rigoureuse et le programme social et économique fonctionne. Il faudra cependant que les exportations augmentent et que d'autres pays nous aident pour continuer à avancer.

Jean-Claude Flamant :

Dans cet immense pays, le Nordeste est un peu le Tiers-Monde, mais qui connaît des idées nouvelles d'organisation de société. Et puis, il y a les cerrados, de grands espaces à conquérir. Comment peut-on arriver à gérer ces disparités aussi grandes entre les Etats brésiliens qu'entre diverses régions du monde ?

Elisio Contini :

Je pense qu'il n'est pas possible d'avoir la même solution pour toutes les régions. Car ce ne sont pas seulement des différences de climat et d'agriculture, mais aussi des différences de niveau de développement, de ressources naturelles, de culture politique même...Le Nordeste a des racines africaines, alors que le Sud est plus européen, marqué par la présence d'Allemands, d'Italiens, de Polonais. Vous savez quelle est la plus grande ville italienne du monde ? C'est São Paulo, avec 5 millions d'italiens. Mon nom même est italien.

Par ailleurs, je voudrais nuancer nos problèmes. Car après les Etats-Unis, le Brésil est le deuxième pays au monde en terme de potentiel d'ascension sociale.

Gilles de Mirbeck :

Juste un petit commentaire pour montrer à quel point le Brésil est différent. Le Sud est tellement italien et allemand qu'on a même dû imposer le brésilien à l'école, car les familles continuaient à parler allemand ou italien tout en ayant la nationalité brésilienne.

Diego Pineiro, sociologue :

Je viens d'Uruguay et je parle très peu français, excusez-moi. Si le pays d'Elisio est le plus grand pays d'Amérique Latine, mon pays est le plus petit (*rires*) : 15 millions d'hectares, et seulement 3 millions d'habitants. C'est un pays fondamentalement urbain, avec seulement 13% de population rurale, dont une majorité d'agriculture familiale. 80% des producteurs sont des agriculteurs familiaux, mais ils ont seulement 10% des terres ; Et 20% sont de grands entrepreneurs qui occupent 90% des surfaces agricoles. Nous parlons donc d'une agriculture à deux vitesses : celle qui produit pour les marchés internes et celle qui produit pour les marchés internationaux. En Uruguay, nous sommes producteurs de viande, de laine, de riz et de lait, en partie pour la consommation interne, mais également produits de préférence pour l'exportation. Nous sommes, comme le Brésil, dans le groupe de Cairns mais cela ne va pas dans le sens de l'intérêt du producteur familial : c'est d'abord dans l'intérêt du grand entrepreneur capitaliste. Et ce sont deux visions différentes de ce que l'on doit faire dans l'agriculture. Prenez les OGM. Le gouvernement a permis ce type de production, ce qui est très préjudiciable pour nos exportations, qui ont baissé, sachant que notre grande force est notre agriculture de pâtures naturelles.

Notre pays est aussi celui qui, en Amérique du Sud, connaît la plus petite différence entre les pauvres et les riches. En revanche, les inégalités sont très importantes dans le rural. C'est là que vivent les plus pauvres, avec une distribution très inégale de la terre.

Jean-Claude Flamant :

Merci beaucoup Diego, de cet éclairage. Dans le public, certains souhaitent aborder le Mercosur. Quels pays regroupe-t-il en Amérique Latine ?

Elisio Contini :

L'Uruguay, le Paraguay, le Brésil, et l'Argentine. Il y a également des négociations avec le Chili, mais bon, le Traité de Rome instaurant l'Union Européenne date de 1957...

Nous, nous avons commencé le Mercosur il y a dix ans. Et ce n'est pas une union mais seulement un marché commun. Mais durant cette décennie, nous avons fait beaucoup de progrès. Quelques Brésiliens ont acheté des terres argentines, des Argentins ont créé des entreprises au Brésil : l'intégration commence comme ça. Cela nous donne aussi un peu plus de force pour négocier avec l'Europe et les Etats-Unis. Quant au futur, peut-être le Mercosur va négocier avec les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, pour instaurer un grand marché américain.

Un participant : L'augmentation de la productivité agricole que connaît le Brésil, nous l'avons aussi vécue, ce qui a entraîné un bien-être, il faut le dire, mais le résultat final n'est pas si fameux. On nous a dit : "Produisez plus, vous gagnerez plus", c'était logique. Mais, il a fallu investir, donc une partie de nos revenus a été consommée. Et puis, on a eu des charges supplémentaires et, surtout, une distorsion entre le prix de vente des agriculteurs qui a baissé et le prix au consommateur. La

différence, je ne sais pas où elle passe. Voyez, tout n'est pas pour le mieux chez nous non plus.

Par ailleurs, je suis très surpris par l'augmentation de la population brésilienne que vous avez mentionnée : est-ce que c'est dû à l'accroissement des naissances ou aux flux migratoires ? En France, l'indice de fécondité est de 1,9 par femme (Ndlr : contre 2,3 au Brésil). Au passage, je précise qu'on s'est aperçu que dans les pays où le bien-être règne, il y a moins d'enfants. On doit avoir peur de partager (*rires*). Enfin, est-ce que chez vous l'argent influe sur la politique, comme j'ai l'impression que c'est le cas en France ?

Elisio Contini :

L'argent commande le monde, mais peut-être un peu moins en France que dans d'autres pays comme le Brésil ou aux Etats-Unis. Car votre société est plus consciente et critique.

Quant à la croissance démographique, elle a été très forte durant les années 60, 70, 80. A présent, elle tourne autour de 1% par an. Je rapprocherai cela de l'essor des télévisions : on n'a plus trop le temps de faire des enfants... Car les feuilletons et les séries brésiliennes – les novelas - connaissent un audimat absolument phénoménal. Autre explication : l'Eglise a longtemps été opposée à toute planification familiale. Enfin, nous avons beaucoup de migrants. Car si notre niveau de vie est faible, il y a néanmoins beaucoup d'opportunités. Ainsi, à São Paulo, il y a aujourd'hui beaucoup de Chinois et de Coréens, ainsi que des mafias italiennes. Notons également que dès qu'il y a un problème en Argentine ou au Paraguay, des migrants arrivent au Brésil ; Nous avons 1000 km de frontière terrestre avec le Paraguay... Comment voulez-vous la contrôler? Ce n'est pas possible !

Autre point que vous avez exprimé : le problème du prix des produits pour les agriculteurs et pour les consommateurs. Là, nous connaissons des problèmes de distribution et de contrôle des monopoles. En France, Carrefour contrôle 14% de tous les produits frais en France ! Ce groupe « fait » donc les prix : il baisse les prix au producteur et conserve les prix au consommateur. Ça, c'est un problème qui relève de l'Etat. Cela dit, la baisse des prix est une tendance mondiale depuis plusieurs années, et ce pour tous les produits ; C'est ça, le progrès. Permettre à un plus grand nombre d'accéder aux produits. Regardez la chute des prix des ordinateurs, des téléviseurs ou des voitures...

Fabrizio Pineiro :

Je voudrais évoquer les pressions aussi que produit l'agriculture brésilienne sur le Paraguay. C'est vrai qu'il y a beaucoup d'immigration au Brésil, mais ce système capitaliste expulse aussi les agriculteurs les plus faibles. Ces agriculteurs expulsés viennent au Paraguay où ils reproduisent le modèle productif du Brésil sur nos terres. Sauf que toute la production est commercialisée par le Brésil, vers le Brésil ou grâce au Brésil...

Eve-Anne Bulher :

On n'a pas parlé de la notion de risque. Il y a une telle situation d'instabilité au Brésil que l'on ne sait pas de quoi demain sera fait, notamment à combien sera le taux d'intérêt. Or certains agriculteurs qui ont investi, se sont retrouvés fortement endettés, avec des taux d'intérêt mirobolants. J'en ai vu qui avaient acheté d'énormes machines, des moissonneuses batteuses américaines, et qui, du jour au lendemain, comme le système financier s'est effondré, se retrouvent ruinés.

Elisio Contini :

Et cela ne concerne pas que les petits producteurs. De grands producteurs se sont également effondrés.

Francis Daguzan :

En France, nous prenons nous aussi des risques, mais peut-être pas aussi grands car nous bénéficions d'une sorte de protection européenne, basée sur des aides qui ne correspondent pas du tout à notre système de production mais c'est comme ça, alors on les accepte. Mais le risque à moyen terme et long terme est tout aussi important.

Autre remarque : on essaye aujourd'hui de transposer en Europe des systèmes de cultures d'Amérique du Sud, notamment au niveau des semis direct, qui seraient moins onéreux en charges. Notamment avec des semoirs brésiliens comme Semeato. On en utilise dans le canton. Eh bien, on n'imagine pas les difficultés que cela pose dans notre système car nous ne sommes pas dans un climat équatorial ni avec des sols adaptés à cette technique. Alors, je crois que la mondialisation peut se faire en terme de commercialisation de produits mais difficilement en termes de techniques.

Elisio Contini :

C'est un bon exemple de l'agriculture brésilienne : le développement durable de l'agriculture a beaucoup progressé avec le semis direct. Cela représente 30 ou 40 ans de travail. Cela a commencé avec un petit groupe du Rio Grande do Sul, le "Club du Ver de Terre", dans les années 60. Et aujourd'hui, au Brésil, sur près de 40 millions d'hectares cultivés, plus de 16 millions d'hectares le sont avec semis direct. Maintenant, Semeato de Passo Fundo (Rio Grande do Sul) exporte ici aussi. Bon, naturellement, il faut adapter les technologies. Mais je pense que les Français sont très intelligents et que, dans quelques années, nous verrons des machines françaises pour le semis direct...

Jean-Claude Flamant :

Une remarque qui m'est venue : quand on souhaite situer l'agriculture brésilienne et l'agriculture française, on cherche ce qui a orienté ses grands fondements. En général, pour l'histoire de l'agriculture française de ces 50 dernières années, on évoque le rôle des mouvements d'actions catholiques qui, par la JAC et le CNJA ont fondé un mouvement social agricole dans les années 40 et 50. Cet héritage se fait encore sentir aujourd'hui.

Qu'en est-il au Brésil ? L'Eglise a-t-elle joué un rôle dans l'organisation de l'agriculture ?

Elisio Contini :

Oui, l'Eglise brésilienne est très présente. Le Mouvement des Sans-Terres en est d'ailleurs une émanation. Mais aujourd'hui, je pense que la société brésilienne est plus laïque.

Gilles de Mirbeck :

Je crois que des figures comme l'Archevêque **Don Helder Câmara**, connu internationalement, ont eu une grande influence. Mais il y en a une autre dont on n'a pas parlé, c'est le positivisme d'**Auguste Comte**.

Fabrizio :

Et puis, pour ajouter un peu à la complexité, sachez qu'au Brésil, l'Eglise protestante est parfois plus forte que l'Eglise Catholique !

Jean-Claude Flamant :

Merci beaucoup pour vos apports et vos questions. Merci Elisio pour ce témoignage très vivant, et merci à nos amis uruguayens et paraguayens pour avoir complété ce regard. S'il y avait quelque chose à retenir, c'est que l'on ne peut pas parler de l'agriculture brésilienne au singulier, mais de situations extrêmement différentes. Elles caractérisent le mouvement de transformation du pays, parfois désordonné, voire avec des entrecroisements. C'est également un pays qui connaît de fortes inégalités mais qui, du même coup, est également très attractif car il offre aussi de grandes possibilités de progression pour certains.

Elisio Contini :

Merci à vous, car votre invitation m'a permis de mieux comprendre l'agriculture de vos régions, ce qui pour moi était très important. Je conclurai par une dernière question, posée comme un défi : si vous croyez en la globalisation de l'agriculture, pourquoi ne pas investir au Brésil ? (*Rires*)

Mercosur (ou Mercosud, selon la langue) littéralement « Marché Commun du Cône Sud ». C'est la 3^{ème} zone de libre échange mondiale, composée de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay. Elle réunit 240 millions de consommateurs. En cours d'élargissement, le Mercosur risque d'entrer en concurrence avec la future Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA). Le volet agricole est l'un des plus importants de cette union.

Festival de musiques et chants d'Amérique Latine, à Capvern-les-Bains (Hautes-Pyrénées), du 6 au 10 août 2003, renseignements disponibles sur Internet.

Don Helder Câmara (1909-1999) : ancien archevêque de Recife et d'Olinda, à l'origine de la "théologie de la Libération", "l'évêque rouge" voulait associer sociétés civile et religieuse pour défendre la cause des pauvres. Condamné par le Vatican, en butte au régime militaire et à son successeur conservateur, Don José Cardoso, il parviendra à créer un courant progressiste composé d'ONG, de mouvements et d'organismes hétéroclites.

Auguste Comte (1798-1857) fut à l'origine du mouvement positiviste, qui connut de grandes répercussions sur le Brésil naissant. Le drapeau brésilien, la constitution de Rio Grande Del Sul, l'église positiviste brésilienne et jusqu'à la république brésilienne, dont le fondateur, Benjamin Constant Botelho de Magalhães était positiviste. L'héritage de Comte a modelé le Brésil moderne.

Pour en savoir plus

A lire :

« La dette » de Maurice Lemoine, édition de l'Atalante (Nantes), dans la collection « Comme un accordéon ». 2001. 383 pages.

Présenté comme un roman, ce livre déroule sa fiction dans l'Amazonie, entre pistoleiros, grands propriétaires et petits paysans qui s'organisent résister à une expropriation.

« Histoire du Brésil, 1500-2000 », de B.Bennassar et R.Marin Fayard. 2000. 629 pages.

Un livre remarquable sur l'histoire de ce pays, depuis « les hommes nus » jusqu'aux espérances et désillusions de l'âge démocratique, en passant par l'ère coloniale, le rôle de l'Eglise et la genèse de l'identité brésilienne. Sans oublier des annexes pratiques en termes de cartes, dates, glossaire et bibliographie.

« Une histoire du Brésil. Pour comprendre le Brésil contemporain ». P.R. De Almeida, K. De Queiros Mattoso. L'Harmattan. Horizons Amérique Latine. 140 pages.

Ce numéro retrace les 500 ans d'histoire du Brésil, depuis le passé colonial et esclavagiste jusqu'aux dernières évolutions sociales et internationales de ce pays. Ecrit par deux spécialistes de l'histoire et de la diplomatie brésilienne.

« Les sans-terre du Brésil. Géographie d'un mouvement socio-territorial », de J.Y. Martin. L'Harmattan. Horizons Amérique Latine. 2001. 172 pages.

Le point sur les 275 grandes propriétés qui contrôlent à elles seules 37 millions d'hectares, face à 5 millions de familles sans terre. Une compilation de textes écrits sur plusieurs années, donnant des chiffres, précisant les réformes agraires, expliquant la stratégie du Mouvement des Sans-Terre.

« Les deux visages du Sertão. Stratégies paysannes face aux sécheresses », de Marianne Cohen et Ghislaine Duqué. IRD éditions. 2001. 388 pages.

Le regard croisé des sciences sociales et des sciences de la nature sur les stratégies des paysans de la région la plus pauvre du Brésil, le Nordeste. Cet ouvrage retrace douze ans de recherches portant sur deux groupes d'agriculteurs, l'un sur le modèle traditionnel et extensif, l'autre faisant appel à une agriculture irriguée tournée vers les marchés.

« Dom Helder Camara, les puissants et les pauvres », de Richard Marin. Editions de l'Atelier (Paris), collection Eglises/sociétés. 1995. 366 pages.

Un ouvrage consacré à la grande figure de l'église populaire brésilienne, longtemps en conflit avec les puissants et symbole de la théorie de la libération. L'auteur suit, depuis les années 50, l'essor et les limites de cette « église des pauvres » qui a largement influencé l'histoire sociale et politique de l'Amérique Latine.

« Cahiers du Brésil contemporain » N°43/44. 54, Bd Raspail, 75006 Paris.

Un numéro consacré aux occupations des terres et aux transformations sociales dans le Nordeste du Brésil, plus particulièrement dans la région des grandes plantations sucrières.

« Infoterra », revue mensuelle. Abonnement : 9, rue de Savoie, 75006 Paris.

Une feuille d'information, qui n'est pas sans parti-pris, et qui suit de près la lutte des paysans du Brésil. Le n°16, paru en février 2003, aborde notamment les liens entre le Mouvement des Sans-terre et la confédération paysanne française.

Sur Internet :

www.bresil.org : tout simplement le site de l'ambassade du Brésil en France. Toutes les données générales sur ce pays, ainsi que quelques rubriques plus pointues, notamment sur l'agriculture, l'environnement et l'organisation du Mercosud.

www.ici-brasil.com : le site francophone du Brésil, avec les données clés mais aussi des pages consacrées à la géographie et au climat de ce pays.

www.embrapa.br : le site de l'organisme de recherche agronomique brésilien, l'Embrapa. Seul problème : il n'existe qu'en version anglaise, portugaise ou espagnole.

www.solagral.org : cette association dispose d'un site remarquablement complet sur les situations agricoles dans le monde, dont celle du Brésil. A noter : plusieurs publications portent sur le Brésil, notamment la revue « Courrier de la Planète ». Cf le Numéro 65, sur les « Négociations commerciales : l'exception agricole » qui comporte un article sur l'harmonisation des règles du secteur agricole brésilien.

www.univ-tlse2.fr/amlat/ : sur le site de l'Université Toulouse-Le Mirail, le Pôle de recherche sur l'Amérique Latine présente ses travaux, son centre de documentation particulièrement fourni, et l'annuaire des chercheurs.